



Newsletter n°3 - Spéciale Colloque

Mars 2012

« Achats responsables : une politique et des pratiques à maturité ? »

Colloque du 23 janvier 2012 : un beau succès !

Avec 640 personnes présentes au plus fort de la journée, 35 intervenants sur sept grands thèmes différents et, parmi les temps forts, un enregistrement vidéo exclusif du Commissaire européen chargé du marché intérieur, Monsieur Michel BARNIER, le 3ème colloque de l'ObsAR a été un incontestable succès. Nous vous proposons ici d'en garder une trace, à travers un bref retour sur de très riches interventions (et des liens vers des extraits de la brochure de synthèse que nous avons produite, ou des vidéos, le cas échéant).

L'objectif affiché du colloque était de mesurer la progression de la maturité de l'achat responsable dans les politiques et les pratiques des organisations, entreprises privées comme collectivités publiques. Parmi celles-ci, le Ministère de la Défense, adhérent de l'ObsAR et partenaire pour l'organisation et la tenue de cette journée, a pu démontrer l'efficacité de son engagement sur tous les aspects de la commande publique responsable. Une politique exemplaire, articulée autour des objectifs environnementaux, économiques et sociaux (notamment l'insertion) associés aux achats, comme de la facilitation de l'accès des PME aux marchés publics.

Les nombreux témoignages d'entreprises ont tous montré que le secteur privé approfondissait, lui aussi, son engagement de responsabilité sociétale. Et c'est là l'enseignement essentiel du colloque, comme du baromètre 2012 de l'ObsAR dont la présentation des résultats a structuré la matinée : malgré la crise et le tassement des intentions et des moyens d'acheter « responsable », la maturité des acheteurs se mesure à la progression d'une démarche systématique maintenant bien ancrée dans les pratiques d'achats. La demande d'outils de reporting et de savoir-faire méthodologique (par exemple pour la détermination du coût global) en atteste : acheter responsable est réellement devenu un acte de professionnel en plus d'une action qui a du sens.

Ce nouveau progrès mérite d'être renforcé. C'est le travail que mènera l'ObsAR avec ses adhérents jusqu'à son prochain colloque, prévu en janvier 2013.



Lancement du colloque par Gérard BRUNAUD et Jean BOUVEROT devant une magnifique salle bien remplie à l'Ecole militaire



Le baromètre 2012 des achats responsables : tassement de la progression, mais approfondissement des bonnes pratiques

Le questionnaire adressé en novembre 2011 a reçu 420 réponses, dont 327 ont été prises en compte à la date de clôture (57 % venant du privé et 42 % du public, 1 % de l'associatif), soit 127 de plus que l'an passé. Malgré un double déséquilibre (peu de réponses du côté des collectivités locales et hospitalières par rapport aux services de l'Etat et faible apport des PME par rapport aux grandes entreprises), le baromètre de l'ObsAR devient de plus en plus représentatif.

Voir la fiche de synthèse du baromètre

1- Contexte et politiques d'achat responsable

Soulignant les trois grandes priorités qui se détachent dans les politiques d'achat (réduction des coûts, achats responsables, qualité), Jacques SCHRAMM a présenté les tendances de l'évolution : progression dans la mise en place des achats responsables, marges de progrès dans le privé, bon niveau de connaissance des enjeux et réglementations... Les motivations sont toujours le respect de celles-ci et le risque d'image, l'approche restant « multicritères » et la volonté de transparence et de communication en progression. Il manque encore des références méthodologiques, mais les résultats mesurés sont conformes ou supérieurs aux prévisions.



Jacques Schramm (ObsAR)



Audience attentive de l'amphithéâtre Foch à l'Ecole Militaire



Karine Ondet
(La Poste)

2- Maîtrise durable des coûts et des risques

Signe de maturité, l'analyse des risques est pratiquée par famille d'achats et les acheteurs s'orientent vers une estimation du coût global, sans toutefois en maîtriser la méthode ...et avec – crise oblige ? – une plus forte préoccupation économique de court terme que de propension à l'analyse des coûts de fin de vie.



3- Relations et évaluation des fournisseurs

Pour le choix des fournisseurs, le critère économique reste prépondérant, mais, relève Alain CHATENET, l'impact de la responsabilité sociétale tend à augmenter, ainsi que la bonne pratique de l'allotissement. Par contre, il n'y a pas d'amélioration sur la réduction des délais de paiement. Faute d'outils d'audit accessibles et devant la prédominance du déclaratif (pour les aspects sociaux notamment), de plus en plus d'acheteurs cherchent à se doter de référentiels communs pour l'évaluation des fournisseurs.



Alain Chatenet (ObsAR)



Lionel Ferraris (UCANSS)

4- L'environnement et l'insertion

Toujours porteur, mais peut-être moins en discours qu'en termes concrets, le sujet de l'environnement se centre autour du critère principal de la réduction des consommations. Quant au critère social, il est abordé sous des angles très divers et on constate qu'il faut une réglementation assortie de sanction pour qu'il soit majoritairement pris en compte dans la réalité concrète (cas du handicap avec la contribution Agefiph), ou encore un risque d'image.



Guy Isimat-Mirin (ObsAR)

5- Bilan et perspectives

C'est Guy ISIMAT-MIRIN qui concluait la présentation du baromètre en décrivant le chapitre des difficultés rencontrées pour mettre en place des achats responsables (manque d'indicateurs et d'expertise interne), freins qui ont tendance à se desserrer progressivement. Les objectifs positifs des répondants ressortent surtout de la réduction des risques, de l'amélioration de l'image et des valeurs de responsabilité sociétale. Mais il reste que les leviers les plus forts pour impliquer de nouveaux acheteurs sont toujours la réglementation et la normalisation, d'où l'intérêt de la norme issue d'ISO 26000 et du décret sur les indicateurs RSE attendus en 2012.

Lire la synthèse de la présentation du baromètre



Bilan des groupes de travail de l'ObsAR

La présentation des travaux des quatre groupes qui se sont réunis en 2011 et des témoignages de bonnes pratiques associés a structuré la matinée du colloque.

Indicateurs et reporting

Au-delà de l'objectif classique de mesure de la performance, Emmanuelle RIGAUDIAS (Mazars) a souligné que les indicateurs d'achat responsable devaient être tournés vers une fonction de sensibilisation des fournisseurs et des donneurs d'ordre. Le groupe de travail en a recensé 15, susceptibles de mesurer les progrès et d'être partageables en interne et en externe, et les a documentés dans la perspective de produire un référentiel.

Laurent ADVIS-GAETE (MinDAC) a témoigné de l'intérêt des indicateurs d'éco-conception des opérations d'armement appliqués à la construction des frégates multi-missions ou aux véhicules blindés. Ils prennent en compte les impacts environnementaux dès l'élaboration et jusqu'à la fin de vie, permettant le recyclage et une bonne gestion des substances dangereuses.

Karine ONDET (Groupe La Poste), après avoir décrit la politique systématique d'achats responsables intégrée au plan stratégique de l'entreprise, a démontré l'impact du suivi de sa montée en puissance, fondé au départ sur quatre ou cinq indicateurs. Aujourd'hui, un référentiel d'auto-évaluation, fondé sur trois domaines (besoins du prescripteur, engagement du fournisseur, performance RSE du produit ou service) sert de guide à l'acheteur.

Lire la synthèse des interventions



Emmanuelle Rigaudias (Mazars)

Coût global et création de valeur

C'est sous forme de mini-table ronde que ce point a été abordé, entre Nathalie DORKEL (GDF Suez), Lucie SEYNAEVE (Véolia Environnement) et Cyril SCIORTINO (La Banque Postale). Ils ont chacun illustré la politique achats menée dans leur entreprise sur les thèmes de l'impact sur l'ensemble du cycle de vie du produit ou du service acheté, (DEEE ou achat de vêtements, pompes à eau, éco-conception d'imprimés), de l'impact de la qualité sur les parties prenantes et sur l'entreprise « étendue » (chaîne de valeur du donneur d'ordre).

Jacques SCHRAMM a souligné l'importance de l'analyse financière pour mesurer le ROI et travailler sur le moyen terme, puis le long terme en lien avec la RSE : passer d'un TCO classique à un TCO évolué.

Le Commissaire Général Claude CUQ (MinDAC) a montré comment les critères de développement durable sont concrètement intégrés dans les marchés de l'habillement des forces armées et génèrent une réduction des coûts, à condition d'être menés de façon pragmatique et attentive aux conditions économiques et sociales.

Lire la synthèse des interventions



Cyril SCIORTINO (La Banque Postale), Lucie Seynave (Veolia Environnement), Nathalie Dorkel (GDF/SUEZ)



Donneurs d'ordre et TPE / PME

Ce groupe de travail très fourni, rapporté par Annie SOREL (ASEA), a d'abord constaté le manque d'une cartographie et le fossé existant entre les grands groupes et les des PME en France, qui peinent à se développer et à capter des marchés, malgré quelques initiatives positives (Charte des relations, notamment), à hauteur de leur poids économique global. Une enquête nationale a été lancée sur la maturité RSE des PME, ainsi qu'au plan des achats responsables, afin de repérer les freins à lever et de les doter d'outils efficaces et simples.



Annie Sorel (ASEA)

Michel MEUNIER (Président du CJD) a insisté sur l'enjeu « emplois » et Guillaume de BODARD, de la CGPME, a appelé à un travail de sensibilisation mené avec les fédérations professionnelles (comme la FEP) pour développer la maturité des PME en matière de développement durable.

Le Contrôleur Général Thierry PERRIN a montré, malgré la propension à une certaine massification de l'achat public, le grand intérêt de renforcer la place des PME dans la fonction achats, car elle offre plus de concurrence et d'innovation. C'est le rôle de la mission qu'il pilote au MinDAC, guichet qui permet de réguler les difficultés des PME à se faire connaître des grands services acheteurs et les pousse à développer des solidarités de filières.

[Lire la synthèse des interventions](#)

Les achats, leviers pour l'insertion

Faire de l'achat un levier d'insertion est un facteur-clé de progrès : pour Lionel FERRARIS (UCANSS), le groupe de travail sur ce thème a cherché à développer des outils pour aider les retardataires à dépasser le stade de la sensibilisation pour se lancer dans la démarche. Mais pas tous seuls : soutien politique, connaissance des acteurs et accompagnement par des « facilitateurs » sont des conditions nécessaires de réussite. La mutualisation des bonnes pratiques et la mise en place d'indicateurs d'impact (taux de sortie en emploi) motiveront une généralisation de cette action responsable, tant dans le public que dans le privé.

Geneviève LUCCHESI (MinDAC Toulon) a témoigné de la réussite de sa première clause d'insertion dans un marché de travaux, d'ailleurs assortie d'une économie par rapport aux prévisions. Enfin Jean LEBRETON (Nantes Habitat), a démontré qu'une politique systématique d'intégration de clauses d'insertion dans tous les marchés, y compris de prestations intellectuelles, donne des résultats très positifs, à condition de s'appuyer sur des partenariats locaux qui rassemblent les compétences.

[Lire la synthèse des interventions](#)



Jean Lebreton (Nantes Habitat)



Une future norme « Achats Responsables »



Olivier PEYRAT (AFNOR)

Olivier PEYRAT, Directeur Général de l'AFNOR, et Jacques SCHRAMM, Président de l'ObsAR, accompagnés de Thierry LE CORRE, chargé de mission à la direction des achats d'EDF, ont présenté les travaux en cours à l'AFNOR et animés par l'ObsAR visant à décliner la norme ISO 26000 sur le process achats. Il s'agit d'intégrer les objectifs de responsabilité sociétale des organisations aux politiques et stratégies d'achat de tous les donneurs d'ordres, privés comme publics, et de formuler des recommandations opérationnelles. S'adressant au management comme aux acheteurs et parties prenantes, le texte de cette norme « achats responsables » est soumis à enquête publique courant mars 2012.

[Lire la synthèse de cette séquence](#)

Table-ronde : « la maturité et les perspectives de développement des achats responsables »

Animée par Pierre PELOUZET et introduite par le bilan d'application du plan achats responsables du MinDAC, présenté par Jean BOUVEROT, cette table-ronde réunissait : Eric LUCAS, Haut-Fonctionnaire au Développement Durable du MinDAC, Gilles BERHAULT, Président du Comité 21, Laurence MEHAIGNERIE, Présidente d'Equity Lab, Jean-Pierre SALAUN, adjoint au Médiateur des Entreprises, Sylvianne VILLAUDIÈRE, Déléguée générale du Collège des Directeurs du Développement Durable (C3D), Marc SAUVAGE, Directeur des Achats de Bouygues Télécom.

Trois grands thèmes ont été abordés au cours de ce débat : l'approche d'une prise en compte effective des achats responsables dans leur dimension de développement durable et de responsabilité sociétale, les raisons de l'engagement des entreprises et des administrations dans cette démarche, les leviers pour aller plus loin. Plusieurs précisions ont également été apportées suite à des questions posées dans la salle par des participants.

[Lire le résumé du débat](#)



Jean Bouverot (MinDAC), Marc Sauvage (Bouygues Télécom), Sylvianne Villaudière (C3D), Jean-Pierre Salaün (Médiation), Laurence Méhaignerie (Equity lab), Gilles Berhault (Comité 21)



Gilles Berhault (Comité 21), Eric Lucas (MinDAC), Pierre Pelouzet (ObsAR)



Michel BARNIER, Commissaire Européen : « En matière d'achats responsables, il est temps de passer à la vitesse supérieure »

Empêché de participer au colloque par une réunion à Londres, le Commissaire Européen au marché intérieur, Michel BARNIER, avait enregistré pour l'ObsAR une intervention exclusive de 19 minutes. Et il a été très clair : « *Nous ne sortirons pas de cette série de crises sans changer le modèle économique et social sur lequel nous vivons. (...) Cela vaut aussi pour notre manière d'acheter et de consommer, qui devra mieux prendre en compte l'environnement et les exigences sociales. Il est temps de passer à la vitesse supérieure en matière d'achats responsables...* ».

Revenant sur ses annonces du 20 décembre 2011, il a rappelé que la révision en cours des Directives européennes sur la commande publique vise d'abord à simplifier les procédures, afin de faciliter la réponse des PME aux appels d'offres. Puis il a détaillé ses propositions :

- des mesures pour encourager les autorités publiques à apprécier le cycle de vie complet des produits dans le cadre de leurs achats ;
- la possibilité pour les pouvoirs adjudicateurs de prendre en compte le procédé de production dans les critères d'attribution ;
- le soutien à l'innovation ;
- une plus grande liberté pour les Etats membres dans l'organisation des appels d'offres pour les services sociaux et d'intérêt général ;
- L'accès des PME aux marchés publics, PME qui constituent la force vive de notre économie.

Le Commissaire européen a souligné que ces mesures doivent « *inciter puissamment à la commande publique responsable, laquelle doit devenir un vecteur d'innovation et de progrès social et environnemental* ». Et d'appeler les adhérents de l'ObsAR à contribuer à l'amélioration des textes proposés... Message bien reçu par les participants.

[Voir la vidéo](#)

Les conclusions du Commissariat Général au Développement Durable

Alexandra BONNET, Chef de Service au CGDD, appelée à conclure Ce colloque, a bien eu le mot de la fin : « *J'ignore si nous avons aujourd'hui atteint la maturité, mais je pense que nous sommes désormais sortis de l'adolescence.* » En effet, les politiques conduites et les bonnes pratiques mises en œuvre en matière d'achats responsables commencent à porter leurs fruits, parfois bien au-delà des attentes. L'Etat s'y emploie également, à travers son Dispositif « Etat exemplaire » et la révision du plan national d'action pour des achats publics durables. Objectifs accrus, indicateurs définis, approche du coût global, intérêt pour l'achat équitable, appui aux réseaux d'acheteurs... et participation active à la révision de la Directive européenne : l'implication des pouvoirs publics pour des achats responsables est totale.



[Lire la synthèse de l'intervention](#)



Paroles d'invités

Jean-Paul BODIN, Secrétaire Général pour l'Administration du Ministère de la Défense :

« La fonction achats ne doit pas seulement répondre aux besoins d'approvisionnement des organisations. Elle doit être aussi un lieu naturel d'application des politiques sociales et environnementales. Acheter des produits et des services respectueux de l'environnement, favoriser l'insertion de personnes handicapées ou éloignées de l'emploi, sensibiliser à des pratiques et des comportements écoresponsables doivent devenir des attitudes normales et non des actes exceptionnels. »



Marc SAUVAGE, Directeur des achats de Bouygues Télécom : « Voilà quelques années les dirigeants s'intéressaient surtout aux achats responsables eu égard à la gestion de risques. Ce socle est en cours d'enrichissement via les aspects environnementaux et sociétaux. Nous avons su en démontrer le bénéfice en termes de performance élargie. »

Laurence MEHAIGNERIE, Présidente d'Equity Lab : « En 2008, les achats responsables étaient avant tout conçus comme un facteur de réduction des risques fournisseurs, avec pour corollaire une exigence croissante à l'égard des PME, rendant encore plus difficile leur insertion pérenne dans le tissu économique. »

Gilles BERHAULT, Président du Comité 21 : « Une politique d'achats responsables se construit forcément dans une approche collective, avec un partage des solutions, en plaçant le développement durable au cœur d'une démarche stratégique. »



Jean-Pierre SALAUN, Adjoint au Médiateur des Entreprises : « Le coût des conflits entre entreprises en France est estimé à 40 milliards d'euros, soit 2 % du PIB, sachant que tous les conflits ne sont pas connus (...). Toutes les initiatives doivent permettre de recréer de l'emploi. Il faut réhumaniser les relations entre les acteurs mais également au sein des filières. Or les achats responsables constituent un facteur important qui peut être quantifié. »